

RCA: le mercenariat français continue de miser sur la déstabilisation

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2021

[Observateur continental](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#), [L'Europe](#)

Un ressortissant français a été récemment arrêté à Bangui, la capitale centrafricaine, en possession d'un fort important arsenal d'armes et de munitions. Cette arrestation intervient au moment même d'une stabilisation à succès en cours dans ce pays malgré des tentatives extérieures évidentes à maintenir la déstabilisation.

Un certain Juan Rémy Quignolot, citoyen français, a été arrêté, le 10 mai dernier, dans la capitale centrafricaine avec une impressionnante quantité d'armes, ainsi que de munitions. L'arrestation en question a suscité un vif intérêt au sein de l'opinion publique aussi bien centrafricaine, que plus généralement au niveau du continent africain. De nombreux experts s'interrogent sur les motivations possibles pour un citoyen étranger, se trouvant dans un pays souverain et n'ayant aucune autorisation à [disposer](#) d'un tel arsenal d'armements.



Pour beaucoup d'Africains, un véritable sentiment de colère se faisait clairement ressentir, à l'heure où certains puissances au passé colonial ont toujours du mal à accepter la pleine souveraineté de leurs anciennes colonies et le fait que ces dernières souhaiteraient choisir librement leur politique de développement dans des secteurs divers, ainsi que leurs partenaires extérieurs.

Du côté des autorités françaises, on [déploire](#) «une instrumentalisation». Interrogé sur cette prétendue instrumentalisation, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement centrafricain, Ange-Maxime Kazagui n'a pas manqué de réagir: «Nous prenons bonne note de cette publication, je ne l'ai pas lu d'ailleurs. Maintenant, instrumentalisation pour instrumentalisation, je pense qu'au moment où nous parlons, les faits d'armes, ou les faits qui sont évoqués concernant nos forces de sécurité sont bien souvent instrumentalisés, je vous l'accorde, non pas par les autorités françaises, mais par beaucoup de médias occidentaux. Deuxièmement, pour ce qui concerne ce monsieur [Juan Rémy Quignolot], nous n'avons rien instrumentalisé, nous avons publié le fait qu'une personne a été arrêtée de telle manière, et dans tel contexte».

Le représentant des autorités centrafricaines a en effet insisté que les soupçons d'instrumentalisation sont surtout une interprétation des médias français: «Vous parlez d'instrumentalisation. Alors, est-ce que nous allons lancer un débat? Qu'est-ce qui vous fait penser que cela est instrumentalisé? Cette personne existe-t-elle ou bien est-elle virtuelle? Oui, elle existe. Est-ce qu'elle a été arrêtée avec des équipements de guerre? Oui! Cela a été le cas. Est-il un citoyen français? Oui, c'est le cas. Que faisait-elle avec des armes? Alors, en quoi cela peut-il être instrumentalisé? Voilà, vous comprenez donc pourquoi je pense qu'il faut laisser à la justice l'opportunité de faire son travail et ensuite nous verrons bien».

Maintenant et pour parler plus précisément du détenu français dont il est question. Le procureur général auprès de la Cour d'appel de Bangui, Eric Didier Tambo, a affirmé qu'il n'y a aucun doute que ce ressortissant français soit [impliqué](#) dans la déstabilisation de la Centrafrique:

«Ce monsieur est à Bangui depuis 2013. C'est un militaire français qui serait à la retraite. Il faisait partie du groupe de Bernard Cousin et Christophe Raineteau (voir [notre article](#) d'octobre 2019 sur le sujet) et en 2013, c'était lui qui était chargé de former les rebelles de la Seleka (groupe rebelle ayant opéré en RCA, ndlr) pour le compte du groupe Raineteau. En 2019, c'était ce Raineteau qui activait les extrémistes du Km5 (un quartier à Bangui). Nous sommes en train de mener des investigations en respectant ses droits». En ajoutant que «le détenu Quignolot se présente comme consultant et journaliste mais après tous les effets que nous avons trouvé chez lui, nous n'avons rien trouvé en lien avec la presse».

La description donnée en dit long sur le passé de Juan Rémy Quignolot, caractérisé par de nombreux observateurs comme un véritable mercenaire et barbouze. Mais l'autre question très importante à se poser c'est de connaître les motivations dudit personnage, ainsi que des éventuels commanditaires, notamment en lien avec l'arsenal d'armes trouvé dans sa villa de la capitale centrafricaine. A cet effet plusieurs thèses sont possibles.

Parmi ces thèses - celle d'une utilisation de cet armement pour des cellules dormantes appartenant aux groupes rebelles et terroristes. Le tout au moment où la situation sécuritaire a été récemment largement inversée en faveur des autorités centrafricaines et de leurs alliés. Une réalité accueillie avec grand enthousiasme par la large partie des citoyens de la RCA mais vraisemblablement alarmante pour les représentants des bandits de grand chemin, ainsi que pour leurs parrains.

L'autre thèse - d'ailleurs pas moins révoltante - serait celle d'une préparation d'assassinats ciblés de responsables centrafricains. Une option qui peut d'ailleurs être qualifiée non

seulement d'ouverture criminelle, mais dont l'objectif serait certainement à tenter de semer de nouveau le chaos dans ce pays africain stratégique. Ou comme une punition des représentants étatiques centrafricains d'avoir misé sur la pleine souveraineté pour leur pays, le panafricanisme et le libre choix des partenaires extérieurs.

Quoiqu'il en soit: le pire a été jusqu'à maintenant évité. Au-delà de la sécurisation du territoire national, les services de sécurité de la RCA auront démontré toute leur compétence dans la gestion des risques terroristes et de déstabilisation émanant de ressortissants dont la présence sur le sol centrafricain aurait pu paraître innocente. Quant à la question que posent certains représentants de l'establishment politique et médiatique occidental – à savoir que cet événement serait une nouvelle page d'une confrontation entre la France et la Russie en République centrafricaine – il aurait été certainement plus juste de reformuler ladite question. Il serait en effet plus légitime de parler d'une vive opposition entre les patriotes, souverainistes africains, ayant misé sur les valeurs du panafricanisme, face aux prédateurs souhaitant voler des droits légitimes aux peuples d'Afrique.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca